



Numéro spécial : bilan et perspectives après la crise sociale en Martinique

Sondage Ipsos



Suite aux 4 semaines de grève et de mobilisation, et une semaine après la signature des accords sur les bas salaires et la baisse des prix, les Martiniquais nous ont livré leur bilan de la crise, mais aussi leurs espoirs et inquiétudes...



L'approbation majoritairement exprimée par la population martiniquaise quant aux résultats obtenus après un mois de revendication et de négociations revêt un caractère essentiellement **rationnel, centré sur des attentes tangibles et immédiates**, et non pas, comme c'était le cas en Guadeloupe, sur le bénéfice émotionnel et fédérateur du combat collectif.

Un enthousiasme sociétal contrasté



Certes...

- ▶ **71% des Martiniquais interrogés estiment que la mobilisation " en valait la peine" ;**
 - ▶ 68% que les Martiniquais pourront plus facilement s'exprimer sur leurs problèmes dans les mois à venir ;
 - ▶ Et 63% que cela impulsera une valorisation de l'identité culturelle de la Martinique ;
- ▶ Ils sont également 58% à penser que leur pouvoir d'achat personnel devrait s'améliorer à court terme ;
 - ▶ Enfin, **la confiance envers la situation générale de l'île gagne 9 points** depuis novembre (cf. bulletin de conjoncture Ipsos Dom).

Mais...

- ▶ **L'effet de cohésion sociale est beaucoup moins massif qu'en Guadeloupe** : "seulement" 42,5% des Martiniquais croient à un rapprochement sur le long terme entre les différentes composantes de la société (contre 60% en Guadeloupe), et 39% que rien ne changera (26% en Guadeloupe) ;
- ▶ Plus d'un tiers des Martiniquais doutent que leur pouvoir d'achat s'améliore ;
- ▶ Et 66% restent inquiets pour la situation économique et sociale de l'île (contre 54% en Guadeloupe) ;
- ▶ Seulement 47% des Martiniquais s'attendent à ce que les conditions de vie s'améliorent à long terme, contre 68% en Guadeloupe (16% s'attendent même à ce qu'elles empirent, contre moins de 7% en Guadeloupe).

Vous avez sous les yeux le numéro spécial dédié à la crise en Martinique de Couleurs Outre-mer, la lettre d'information éditée par Ipsos DOM, à destination de tous nos partenaires, du privé comme du public

[Numéro spécial Couleurs Outre-mer sur la crise en Guadeloupe](#)

Sondage d'opinion

...mené par téléphone en Martinique du 17 au 21 mars 2009

...réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 400 Martiniquais âgés de 15 ans et plus, quotas sur sexe, âge et PCS interviewé, après stratification par zone géographique

Chiffres-clé

71% de Martiniquais estiment que la mobilisation en valait la peine, vs 79% des Guadeloupéens.

La confiance en l'avenir de la situation générale de l'île gagne +9 points depuis novembre... contre +25 points en Guadeloupe.

Bulletin de conjoncture

Ipsos propose depuis le premier trimestre 2004 un bulletin trimestriel d'analyse de l'évolution de la conjoncture économique et sociale dans les DOM.

Dans sa version synthétique, les 30 indicateurs suivis observent, l'évolution de la consommation, des intentions de dépenses, du mode de vie, du moral et de la confiance des domiens âgés de 15 ans et plus.

Ce bilan mitigé n'altère pas pour autant (peut-être de ce fait ?) la détermination des Martiniquais : **78% se disent prêts à soutenir un nouveau mouvement de contestation sociale** (contre moins de 60% historiquement), comme, rappelons-le, 80% des Guadeloupéens. La moitié d'entre eux se disent même prêts à y participer.

La conscience d'un lourd tribut économique à payer



Sans poussée d'enthousiasme identitaire aussi marquée qu'en Guadeloupe, ce sont les inquiétudes économiques qui prennent le pas en Martinique où elles se révèlent donc bien supérieures :

- ▶ 82% des Martiniquais s'attendent à de nombreux licenciements à court terme (contre 75% en Guadeloupe) ;
- ▶ 72% pensent que de nombreuses entreprises vont fermer (contre 63% en Guadeloupe) ;
- ▶ Et 65% que l'économie sera moins dynamisée par le tourisme (+11% points vs la Guadeloupe).

De la même façon, les **perspectives de développement à long terme n'apparaissent pas aussi évidentes et aussi fédératrices aux Martiniquais.**

- ▶ Car si une majorité d'entre eux (56%) voient la production locale évoluer positivement, on est loin de l'espoir qu'elle suscite chez les Guadeloupéens (dont 80% croient à son développement) ;
- ▶ Parallèlement, moins d'un tiers des Martiniquais s'attendent à ce que la santé des entreprises s'améliore ;
- ▶ Plus inquiétant encore, près de 60% des Martiniquais s'attendent à ce que le chômage augmente à long terme, c'est-à-dire bien au-delà de l'impact de la crise et des semaines d'inactivité qu'elle a induite.

Les Priorités d'action

Aussi les priorités d'action qui se dessinent, bien que globalement en phase avec celles des Guadeloupéens, n'apparaissent-elles pas ici aussi tranchées...

Dans ce nouveau contexte économique fragilisé par la crise, **les priorités d'action exprimées portent d'abord massivement sur l'emploi.** En revanche, le développement de l'économie locale et la baisse des prix arrivent sensiblement derrière.

	Martinique	Guadeloupe
1) L'emploi	80%	81%
2) Les entreprises et la production locale	64%	74%
3) Les prix	60%	66%

Les priorités d'action pour favoriser l'emploi

	1 ^{ère} priorité		Trois 1 ^{ères} priorités	
	Martinique	Guadeloupe	Martinique	Guadeloupe
Favoriser les départs à la retraite	23%	16%	58%	52%
Améliorer l'éducation et la formation des jeunes	22%	26%	51%	59%
Faciliter la mobilité des jeunes mais aussi leur retour sur l'île	17%	20%	58%	63%

Chiffres-clé

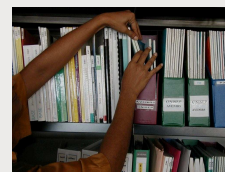
35% participeraient à un nouveau mouvement de contestation sociale...contre 20% historiquement

Chiffres-clé

Les Martiniquais s'inquiètent tout particulièrement du chômage à court comme à long terme : 82% s'attendent à de nombreux licenciements à court terme... Et 60% s'attendent à ce que le chômage empire dans les années à venir...contre 44% des Guadeloupéens.

Chiffres-clé Martinique

	Trois 1 ^{ères} priorités	1 ^{ère} priorité
Emploi	80%	36%
Production, entreprises locales	64%	19%
Prix	60%	20%



Parallèlement les Martiniquais sont sensiblement plus nombreux (39% vs 26 en Guadeloupe) à estimer prioritaire, pour agir favorablement sur l'emploi, d'accorder plus de subventions ou d'exonérations de charges aux entreprises pour qu'elles embauchent.

En revanche, donner la priorité à l'embauche aux Martiniquais n'est une priorité que pour 38% d'entre eux...contre 59% pour les Guadeloupéens.

Les priorités d'action pour favoriser l'économie locale

	1 ^{ère} priorité		Trois 1 ^{ères} priorités	
	Martinique	Guadeloupe	Martinique	Guadeloupe
Valoriser la production locale à l'export	18%	22%	43%	54%
Aider les entreprises en difficulté	11%	14%	38%	37%
Développer le petit commerce et les marchés traditionnels	13%	14%	36%	41%
Développer les zones franches	12%	10%	35%	34%

Si les Martiniquais s'avèrent moins tranchés quant aux pistes à privilégier pour favoriser le développement de l'économie locale, ils se révèlent plus consensuels et déterminés concernant les actions à mener sur les prix.

Les priorités d'action pour favoriser la baisse des prix

	1 ^{ère} priorité		Trois 1 ^{ères} priorités	
	Martinique	Guadeloupe	Martinique	Guadeloupe
Imposer un contrôle des prix sur les produits de première nécessité	28%	27%	61%	64%
Baisser les prix des services publics	15%	15%	54%	51%
Diminuer ou supprimer les taxes (TVA, octroi de mer...)	24%	16%	49%	41%
Subventionner davantage la production locale pour qu'elle soit moins chère	12%	13%	42%	35%

Une attente de cadrage institutionnel local

Si comme les Guadeloupéens, les Martiniquais sont généralement très critiques et s'impliquent peu dans le champ du débat politique, **la crise a en revanche révélé chez eux et ce, de façon atypique, une attente sensible de renouveau de leadership et de cadrage par le pouvoir politique institutionnel local.**

- ▶ Une majorité des Martiniquais pensent que le débat politique sur l'avenir de la Martinique va évoluer positivement à long terme ;
- ▶ 47% font du fonctionnement politique local une priorité de développement pour l'île ;
- ▶ 74% souhaitent demeurer un département français, dont 60% avec une plus grande autonomie de décision locale ;
- ▶ Sceptiques à l'égard du gouvernement français, 49% pensent qu'il ne s'intéressera pas davantage au sort des DOM (contre 35% pour les Guadeloupéens).

Toutefois, derrière l'opportunité qui se dessine, le pouvoir politique local doit encore faire ses preuves : les Martiniquais se fient d'abord à eux-mêmes et leurs proches (24%) pour changer les choses, tandis que le collectif du 5 février n'arrive qu'en seconde position (18%) juste devant le Conseil Régional (11%), le Gouvernement (11%) et leur Mairie (8%).



Chiffres-clés

Les Martiniquais se fient d'abord à eux-mêmes et leurs proches pour améliorer la situation de leur île puis au Collectif du 5 février pour 18% alors que les Guadeloupéens comptent d'abord sur le LKP pour 36%.

En Martinique comme en Guadeloupe, la crise catalyse l'ambivalence de fond entre les espoirs de rééquilibrages sociaux d'une part et les inquiétudes économiques massives d'autre part. Jusqu'ici, aux yeux de l'opinion publique antillaise, les impératifs sociaux et économiques ne s'avèrent jamais conciliés à travers un modèle de développement cohérent, fédérateur et porteur d'avenir qui, manifestement donc, reste à inventer.

Si Martiniquais et Guadeloupéens se montrent tous inquiets des conséquences essentiellement économiques de la crise à court terme, et tandis que les Guadeloupéens s'attachent avant tout aux bénéfices sociaux et identitaires de la mobilisation, les Martiniquais continuent de s'inquiéter, voire de douter, de la capacité de leur île à vivre des jours sensiblement meilleurs.

Aussi ces derniers manifestent-ils le sentiment d'une victoire partielle et mitigée, qui laisse un goût d'inachevé ou, pour les plus optimistes, qui présage d'une longue route encore à parcourir.

L'urgence nous semble ici de ne pas laisser la frustration d'un bilan mitigé s'installer et de répondre, comme en Guadeloupe mais pour des raisons différentes, aux impératifs suivants :

1. substituer à la relative satisfaction conjoncturelle de ces revendications et aux inquiétudes économiques massivement exprimées un projet socio-économique global, structuré et fédérateur ;
2. organiser le débat politique et social permettant d'y déboucher ;
3. sur un plan micro-économique (les entreprises, les services, les marques,...), développer ou régénérer une démarche dynamique, impliquée, pro-active et innovante.



Les outils

- ▶ Chorum social & institutionnel
- ▶ Field & desk : études de filière (diagnostic et développement)
- ▶ Test produits/services, prix, promo, packs, innovations,...
- ▶ Bulletin de conjoncture
- ▶ Omnibus et entretiens module crise : suivi de la gestion de la crise, des attitudes et comportements spécifiques, des nouveaux arbitrages de consommation

A suivre sous 15 jours : les résultats du sondage dédié à la sortie de crise à la Réunion



Photos de Samuel Vaugirard